

PIÈCE JOINTE 1 : MEMORANDUM DES POLITIQUES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

I. ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE RÉCENTE

1. **L'économie tunisienne a amorcé une reprise en 2012, malgré une conjoncture internationale morose et la persistance d'un contexte national difficile.** Le rebond du tourisme et de l'investissement direct étranger a contribué à une croissance globale de 3,6 % pour l'année 2012 ; une performance qui a aussi bénéficié d'importants effets de base. Cette croissance et nos programmes d'insertion des chômeurs nous ont permis de réduire le taux de chômage qui demeure toutefois élevé (16,5 % en Mars 2013), surtout pour les diplômés de l'enseignement supérieur (près de 33,2%).
2. **L'inflation globale a récemment augmenté suite à la montée des prix des denrées alimentaires, mais les tensions inflationnistes sous-jacentes restent contenues.** L'inflation globale de l'IPC, qui est passée de 4,2% à fin 2011 à 6,4 % en Avril 2013 (en glissement annuel), s'explique essentiellement par le renchérissement des denrées alimentaires et des produits énergétiques, les contraintes temporaires du système de distribution et la hausse de la demande provenant de la Libye. Cependant, l'inflation sous-jacente (inflation hors produits énergétiques et alimentaires) est restée relativement stable, en dessous des 5%, lors des derniers mois en raison d'un resserrement de la politique monétaire et des mesures destinées à freiner l'augmentation excessive du crédit bancaire à la consommation.
3. **Le déficit des transactions extérieures courantes s'est creusé, en dépit du redressement des recettes tirées du tourisme et des envois de fonds.** Les difficultés économiques dans la zone euro continuent de peser sur la demande extérieure de biens tunisiens (notamment celles des textiles et matières premières industrielles), tandis que les importations augmentent dans la plupart des secteurs, avec le matériel de transport et d'énergie affichant une progression de 27 % sur l'année 2012. En conséquence, le déficit des transactions courantes s'est creusé, passant de 7,4% du PIB en 2011 à environ 8,1 % en 2012, malgré la bonne tenue des recettes tirées du tourisme et des transferts de fonds des travailleurs tunisiens à l'étranger (30,4 % et 23,7 %, respectivement en 2012) et une dépréciation du taux de change (d'environ 2,4% en termes effectifs réels au cours de l'année 2012). L'accroissement des entrées d'investissements directs étrangers, des prêts bilatéraux et multilatéraux et de l'accès aux marchés financiers (avec la garantie du Trésor des États-Unis et du JBIC) nous a permis d'augmenter nos réserves de change aux environs de 8,6 milliards de dollars en 2012 (soit 3,8 mois d'importations, bien qu'en deçà du niveau de 2010).
4. **L'exécution budgétaire pour l'année 2012—axée sur l'augmentation des dépenses d'investissement— a été moins expansionniste que prévu.** Des délais dans l'adoption de la loi de finances complémentaire, des contraintes de capacité d'exécution au niveau régional, et de passation de marché ont abouti à une sous-exécution du budget d'investissement qui a enregistré un taux d'exécution de 75% pour l'année 2012. Cette sous-exécution et l'amélioration des recettes fiscales (principalement due à la bonne performance des impôts indirects) ont pu

2/4

compenser l'augmentation plus importante que prévu des dépenses de l'État au titre des subventions (30 % en glissement annuel malgré une accumulation d'arriérés avoisinant 1% du PIB pour des subventions énergétiques) et des salaires. Ainsi, le déficit budgétaire en 2012 est estimé à 5,3 % du PIB (hors dons, privatisation et vente de biens mal acquis), soit 2 points de pourcentage du PIB inférieur aux prévisions de la loi de finances complémentaire de 2012 (ce déficit est de 5% du PIB si on inclut les ventes de biens mal acquis en tant que recettes non fiscales). Ce déficit budgétaire a été financé à la fois par l'émission d'obligations domestiques et des prêts bilatéraux et multilatéraux, portant ainsi la dette publique à 44 % du PIB (le même niveau que 2011).

5. **Le resserrement de la politique monétaire a permis de faire face à l'augmentation de l'inflation globale.** Ainsi, après avoir accru son refinancement aux banques qui a augmenté de 53 % au cours des dix premiers mois de l'année 2012, la Banque Centrale de Tunisie a diminué de 35 pour cent son refinancement aux banques et a réagi à la hausse de l'inflation en : (i) relevant son taux directeur à 4% (une augmentation de 50 points de base sur les six derniers mois), ce qui se traduit toujours par un taux d'intérêt réel négatif (-2.4 % à fin avril 2013); (ii) laissant le taux interbancaire mensuel moyen coller au taux de la facilité marginale de prêt (50 points de base jusqu'à février 2013) ; (iii) adoptant un corridor asymétrique de 100 points de base de largeur, soit 75 points de base au dessus du taux directeur pour la facilité de prêt et 25 points en dessous du taux directeur pour la facilité de dépôts ; et (iv) en instituant un ratio de réserves obligatoires de 50% sur toute augmentation de l'encours des crédits à la consommation arrêté afin septembre 2012 (ratio ramené à 30% à partir d'avril 2013). Le remplacement de billets de banques a réduit l'effet de thésaurisation et a permis aux banques de mobiliser davantage de dépôts, et de réduire ainsi le refinancement direct des banques auprès de la Banque Centrale.

6. **La détérioration de la qualité des prêts continue d'exacerber les vulnérabilités actuelles des banques.** À fin septembre 2012, le ratio des prêts improductifs est resté constant à un niveau élevé (13,5% des créances totales); mais les premières estimations indiquent que ce ratio pourrait être de 3 à 4 points de pourcentage plus élevé à fin décembre en vue du reclassement des créances rééchelonnées de 2011 en impayés. Les volants de fonds propres, qui se situaient à 12,3% à fin 2012 pour l'ensemble du système bancaire, pourraient s'avérer insuffisants, en particulier parce que le provisionnement moyen des banques (qui se situe à 57.3% en septembre 2012) reste faible. Par ailleurs, l'augmentation des dépôts du système bancaire n'a pas suivi le rythme de croissance des prêts, d'où la dépendance des banques envers le refinancement de la banque centrale. Ainsi, les ratios de liquidité ont baissé et certaines banques n'ont pas respecté les normes prudentielles de liquidité en 2011/2012. En outre, les marges d'intermédiation seront encore sous pression sous l'effet conjugué d'une plus grande concurrence au niveau de la rémunération des dépôts et des restrictions sur les prêts à la consommation.

CA

II. ÉLÉMENTS CLÉS DU PROGRAMME ÉCONOMIQUE

7. **Notre programme de réformes visera à remédier aux vulnérabilités critiques du secteur bancaire tunisien, et fortifier les marges de manœuvre extérieure et budgétaire.** La forte vulnérabilité du secteur financier et la détérioration des déséquilibres budgétaires et extérieurs sont les principaux défis à relever à court-terme. Une grande priorité du programme consistera donc à mettre en œuvre une série de mesures visant à réduire les faiblesses des banques qui se sont accumulées durant des années de favoritisme, de normes insuffisantes et de contrôle bancaire déficient. Dans cette optique, et conformément à la réglementation prudentielle plus rigoureuse et aux mesures visant à améliorer la qualité des prêts, nous comptons accroître l'espace budgétaire — par un modeste relâchement budgétaire et par une meilleure composition des dépenses — pour pouvoir faire face aux besoins éventuels de recapitalisation des banques publiques, qui sera décidé en fonction du futur rôle de l'État dans ces banques. Cette action contribuera à rétablir la confiance des investisseurs nationaux et étrangers, à stimuler l'investissement direct étranger et les autres flux de capitaux, et à renforcer la capacité des banques à appuyer la reprise de l'économie tunisienne.

8. **Notre programme de réformes militera en faveur de l'application d'un dosage de mesures appropriées pour préserver la stabilité macroéconomique.** Un rééquilibrage budgétaire axé sur la croissance sera lancé, surtout en continuant de maîtriser progressivement les subventions énergétiques tout en développant un dispositif de protection sociale mieux ciblé et des investissements publics propices à la croissance. Une politique monétaire prudente visera à contenir l'inflation tout en préservant la stabilité du secteur bancaire. L'assouplissement du fonctionnement du marché des changes — en plus des réformes structurelles destinées à améliorer la compétitivité de l'économie et du resserrement de la politique budgétaire — contribuera à renforcer la position extérieure de la Tunisie et à reconstituer les réserves en devises.

9. **Un dernier élément de la stratégie — à mettre en œuvre simultanément avec des politiques macroéconomiques avisées — consistera à approfondir les mesures structurelles pour promouvoir une croissance plus inclusive.** Les mesures prises à cet égard viseront à promouvoir le développement du secteur privé et à diminuer les disparités régionales.

A. Cadrage macroéconomique

10. **Le programme proposé sera basé sur les hypothèses macroéconomiques suivantes:**

- Bien que des risques continuent à peser sur la croissance du PIB réel, qui restera tributaire des chocs exogènes, surtout de la conjoncture en Europe, et du bon déroulement de la transition politique, nous avons établi les objectifs du programme sur un taux de croissance qui se rapprocherait de 4 % en 2013. Cette croissance serait tirée par le redressement du secteur touristique, la reprise de l'activité dans l'industrie (particulièrement les phosphates) et la consommation privée. L'augmentation des

CA

investissements publics et privés auront un effet favorable sur l'activité économique alors que les exportations nettes se redresseront lentement. A partir de 2014, la croissance devrait se renforcer considérablement permettant ainsi de combler l'écart de production en 2016. La mise en œuvre des réformes visant à améliorer le climat des affaires et le secteur financier aidera à stimuler l'investissement et le potentiel de croissance à moyen terme.

- L'inflation globale (en glissement annuel) pourrait culminer à un peu plus que 6,5 % à la mi-2013 avant de retomber à 5,3 % (glissement annuel) en fin d'année, grâce à une politique monétaire prudente et malgré les ajustements escomptés de certains prix administrés. L'inflation convergera autour de 4 % à moyen terme.
- Au cours de la prochaine année, le déficit du compte courant restera élevé, à 7,2 % du PIB environ. Une croissance faible en Europe continuera à entraver la reprise des exportations tandis qu'un rebond de la demande intérieure continuera à alimenter les importations. À moyen terme, le déficit courant de la balance des paiements se rétrécira grâce à la reprise des exportations et des transferts de fonds. En outre, les entrées de capitaux privés devraient afficher une amélioration considérable pendant la durée du programme, ce qui permettra de maintenir les réserves brutes au-delà de trois mois de couverture des importations.

B. Politique budgétaire

11. **La politique budgétaire vise à établir le juste équilibre entre le soutien de la reprise économique en cours et la nécessité d'un rééquilibrage budgétaire à moyen terme.** A cette fin, notre politique budgétaire visera à créer un espace budgétaire — y compris par une réforme du régime fiscal — pour : (i) répondre aux besoins de financement des dépenses sociales et d'infrastructures ; (ii) protéger les populations les plus vulnérables; et (iii) parer aux engagements éventuels (attribuables aux besoins de recapitalisation bancaire et à l'augmentation des déficits des caisses de sécurité sociale). À moyen terme, le programme sera ancré sur notre objectif de soutenabilité de la dette à moyen terme qui consiste à ramener le déficit global à 2,5 % du PIB d'ici 2018, ce qui permettra de maintenir le ratio d'endettement à moins de 42 % du PIB, même après avoir tenu compte des coûts éventuels de recapitalisation bancaire pendant la durée du programme.

12. **Un rééquilibrage modeste vers plus de consolidation a été amorcé dans la loi de finances 2013 tout en protégeant les dépenses prioritaires.** Nous continuons à faire face à des besoins sociaux pressants et à l'impact de chocs exogènes, ce qui explique l'augmentation de la masse salariale (14 % par rapport à 2012) et des transferts et subventions généralisées dans le budget de l'Etat (qui s'élèvent à 7.3 % du PIB). Nous avons aussi fait face aux attentes de la population en renforçant les investissements dans les zones défavorisées. Du côté des recettes, l'adoption de nouvelles mesures telles que la hausse des droits à la consommation sur les boissons alcoolisées et des droits de timbre, conjuguée à une reprise de l'activité économique,

CA

porterait les recettes fiscales à 21,8% du PIB. Ainsi, le déficit budgétaire global (dons exclus) dans le budget de l'État serait de 7,3% du PIB (et de 5,8%, si on inclut les ventes de biens mal acquis entant que recettes non fiscales), globalement en ligne avec l'objectif budgétaire, et financé principalement par des emprunts extérieurs multilatéraux et bilatéraux. Cette position budgétaire reste conforme à nos objectifs de prudence budgétaire, puisque la balance structurelle — qui corrige pour le cycle de l'économie et les opérations exceptionnelles, telles que les besoins de recapitalisation bancaire ou repaiement d'arriérés — reste relativement stable à environ 5,1% du PIB, grâce notamment à des économies faites sur les dépenses non allouées tout en préservant les dépenses sociales. Des mesures consistant notamment à réduire les dépenses non essentielles ou mobiliser des recettes additionnelles seront identifiées en cas de dépassement budgétaire; celles-ci n'incluront pas les dépenses d'investissement et sociales qui seront préservées. La politique budgétaire pour l'année 2013 inclut les priorités suivantes :

- **Besoins de recapitalisation bancaire.** Selon les estimations de l'évaluation récente de la Stabilité du Système Financier (ESSF), ces besoins pourraient atteindre jusqu'à 2,6% du PIB pour les deux prochaines années. A cet effet, et à titre de précaution, une tranche a été prévue dans la loi des finances de 2013, et nous prévoyons d'allouer une deuxième tranche atteignant ainsi un taux maximum de 0.5% du PIB dans la loi des finances rectificative qui devrait être introduite au cours du deuxième semestre de l'année 2013. Le besoin réel sera déterminé en fonction de l'orientation stratégique que nous choisirons à la mi-septembre 2013 (repère structurel pour la première revue du programme) suite aux résultats préliminaires de l'audit des banques et qui examinera toutes les options possibles. Ce montant indicatif pourra être revu à la hausse ou à la baisse (voir même éliminé) en fonction de l'option retenue. Les besoins de recapitalisation bancaire pour l'année 2013 seront financés par l'émission de bons du trésor non-négociables.
- **Réforme des subventions.** Notre stratégie de réforme des subventions s'articule autour de plusieurs axes portant sur des mesures à court terme et à moyen terme. Déjà la loi de finances pour 2013 a prévu des économies de 400 millions de DT au chapitre des subventions énergétiques. A cette fin, nous avons augmenté les prix des carburants (essence et gasoil) et les tarifs d'électricité pour réaliser les économies prévues. Cette hausse des prix a été accompagnée par la mise en œuvre de programmes sociaux déjà inscrits dans le budget de l'Etat (y compris l'augmentation des dépenses sociales en éducation et santé et pour promouvoir l'emploi) et accompagné d'une augmentation des transferts monétaires aux familles nécessiteuses durant l'année 2012 et 2013 (montant pour chaque famille a été augmenté de 40 % au cours de la dernière année et de 10 % au cours de l'année 2013). Cette réduction des subventions énergétiques sera accompagnée par notre plan de réformes qui vise à remplacer progressivement des subventions généralisées par un système d'appui social mieux ciblé :
 - *Stratégie et ciblage.* Nous avons pris la décision en août 2012 de créer un nouveau registre des familles nécessiteuses, qui est une étape importante et nécessaire pour assurer un ciblage efficace (les « fuites » au profit de non-pauvres

CA

dans les dispositifs actuels sont importantes). Une étude approfondie sur l'impact des hausses des prix énergétiques subventionnés sur les ménages vulnérables et différent secteurs productifs — conduite avec l'assistance technique de la banque Mondiale — est en cours. Suite à cette étude, le gouvernement compte adopter en août 2013 un Programme d'Appui aux Ménages bien ciblé pour accompagner la réforme des subventions généralisées des produits énergétiques. Ce programme sera accompagné par une large campagne de consultation publique et de communication.


➤ *Conception d'une nouvelle formule de détermination automatique des prix des carburants.* Un mécanisme des prix avait été mis en place en 2008 mais a été suspendu en 2011 après de fortes fluctuations des prix internationaux. Une évaluation continue du meilleur mécanisme à suivre est en cours, et une nouvelle formule sera établie au courant de l'année 2013 en vue de son application au début de l'année 2014 (du moins pour l'essence qui sera relativement proche du prix international dans la structure des prix).

- **Maitrise de la masse salariale.** Nous veillerons à court terme à maintenir les augmentations salariales et les nouveaux recrutements dans la limite de ce qui a déjà été prévu dans la loi des finances 2013. Pour le futur, nous sommes entrain d'évaluer un système multicritères pour l'embauche des fonctionnaires avec une meilleure adéquation entre les besoins et les qualifications.

13. **Une meilleure composition des dépenses publiques sera nécessaire pour effectuer un rééquilibrage budgétaire axé sur la croissance à moyen terme et reconstituer la marge de manœuvre budgétaire.** Le remplacement graduel des subventions généralisées par un système d'appui social mieux ciblé et la maîtrise de la masse salariale permettront de libérer des ressources budgétaires afin d'accroître les dépenses sociales et les investissements publics visant à étayer la croissance. Garder les salaires à un niveau soutenable et la maîtrise des recrutements dans le cadre d'une réforme de la fonction publique seront essentiels pour réduire le poids des salaires dans le budget de l'Etat. D'autres augmentations des prix de détail de l'énergie et la baisse attendue des prix internationaux des carburants et produits alimentaires permettront de réaliser des économies supplémentaires au niveau des subventions en 2014 et dans le moyen terme. Par ailleurs, nous comptons aussi engager des réformes dans les domaines structurels suivants :

- **Mobilisation des recettes fiscales.** Nous avons entamé un programme global de réformes pour accroître les recettes et améliorer l'équité, l'efficacité et la transparence du régime fiscal. Ce programme regroupera des réformes de:
 - *Politique fiscale.* Un premier diagnostic de la situation a été fait qui met l'emphase sur des problèmes multiples, tels qu'une répartition inéquitable de la charge fiscale, fiscalité complexe et la présence de fortes distorsions. À cet égard,

CA



on envisage de réaliser une réforme structurelle de notre régime fiscal basée sur la démarche participative. Le coup d'envoi de cette réforme a eu lieu le 13 mai 2013 dans le cadre du conseil national de la fiscalité élargi. Des consultations nationales sur la fiscalité seront organisées au cours du mois d'octobre 2013 pour couronner les travaux des différentes commissions lancées :

- *L'une des priorités* consiste à rationaliser les incitations fiscales sans incidence sur les recettes en adoptant une réforme de l'impôt sur les sociétés en même temps que le nouveau code d'investissement (prévu en juillet 2013). Ce nouveau code d'investissement — qui a bénéficié de l'assistance technique de la Banque Mondiale et qui sera discuté dans une large concertation auprès de la société civile — devrait contribuer à rapprocher les régimes on-shore et off-shore.
 - Dans le cadre de la réforme globale de l'impôt, nous comptons revoir l'impôt sur les sociétés (IS) pour faire converger les taux on-shore et off-shore d'une manière graduelle au cours des prochaines années, et annoncer ce rapprochement selon un calendrier clair dès décembre 2013. La première étape de ce rapprochement qui concerne l'année 2014 sera annoncée en juillet 2013 (repère structurel). La révision du traitement favorable réservé aux réinvestissements, l'imposition des bénéfices et revenus des activités exportatrices et la fiscalisation des dividendes sont des pistes que nous étudierons à travers des simulations pour s'assurer que l'impact de ce rapprochement sur les recettes fiscales reste neutre.
- *Administration fiscale.* Un premier diagnostic de la situation actuelle de l'administration fiscale a été fait, avec l'appui d'une mission technique du FMI. Suite à ce diagnostic, nous comptons mettre en place un programme de réformes pour moderniser l'administration fiscale (y compris par la mise en place d'une administration fiscale unifiée) et renforcer les mécanismes de contrôle et d'évaluation dans l'administration douanière. A court terme, nous comptons unifier les missions de contrôle et de recouvrement au sein d'une DGE renforcée (repère structurel à fin septembre), restructurer l'ensemble des missions fiscales et renforcer la sélectivité des contrôles par l'établissement de critères et objectifs ciblés.
- **Evaluer et améliorer l'efficacité des dépenses d'investissement.** Nous avons commencé une étude pour évaluer l'impact des dépenses d'investissement faites en 2012 sur la croissance et le bien être de la population, notamment dans les zones défavorisées. Les résultats de cette étude, à paraître dans les trois prochains mois, nous permettront de

CA

revoir et reprioritiser nos investissements si besoin est. En collaboration avec la Banque Mondiale, un diagnostic sur la gestion des investissements publics a été lancé en analysant le cycle de vie du projet et l'identification des projets à l'évaluation d'impact. Par ailleurs, la simplification des procédures de passation de marchés, prévue en juin 2013, permettra la relance de l'investissement d'une manière plus accélérée et transparente.

- **Entreprises publiques.** La situation financière des entreprises publiques, qui accumulent des pertes avoisinant 4 % du PIB, représente un risque important pour les finances publiques. Pour remédier à cette situation, sur la base d'une étude préparée avec la Banque Mondiale en 2013, nous allons engager un programme de réformes sur la gouvernance des entreprises publiques et comptons initier des audits sur deux importantes entreprises publiques, à commencer par la compagnie d'électricité (STEG), et la compagnie de raffinage des produits pétroliers (STIR).
- **Régime des pensions.** Les régimes des retraites et de l'assurance maladie sont considérés comme financièrement non durables pour le long terme. D'ici 2018 et en l'absence de toute réforme, le déficit combiné pourrait atteindre 2 % du PIB. Pour parer à ce risque, le Gouvernement Tunisien a commencé à analyser les scénarios de réformes des retraites et de l'assurance maladie, en vue d'assurer la viabilité du système. Une décision sur la réforme à suivre nécessitera une concertation pour un consensus national qui sera initié en 2013.

C. Politique monétaire et politique de change

14. **L'objectif de la politique monétaire pour 2013-14 demeure la maîtrise de l'inflation tout en préservant une croissance saine du crédit au secteur privé.** En attendant la mise en place d'un système de ciblage de l'inflation qui est en cours de préparation, le taux de croissance de M3 reste la cible intermédiaire de la banque centrale. Pour 2013, l'augmentation de M3 devrait atteindre 12,7 % (en glissement annuel) et on s'attend à une inflation globale de 6 % (moyenne annuelle) avec une hausse du crédit au secteur privé d'environ 11 %. La BCT reste prête à resserrer la politique monétaire, y compris par d'autres augmentations du taux directeur, pour parer à l'accroissement des pressions inflationnistes, surtout si l'inflation sous-jacente grimpe rapidement. La mise en place d'un comité de politique monétaire, qui s'est réuni pour la première fois en janvier 2013, permettra une évaluation et communication plus efficace de la politique monétaire. La transmission de la politique monétaire sera renforcée par les réformes que nous comptons prendre pour favoriser l'émergence d'une courbe de rendements de référence.

15. **La Banque Centrale de Tunisie continue à suivre de près les besoins de liquidité du secteur bancaire.** Une stratégie de sortie graduelle des injections massive de liquidités a été amorcée, celle-ci permettra de réduire davantage la dépendance des banques envers les

(A)

financements de la banque centrale et d'éliminer un phénomène de plus en plus structurel. Pour surmonter ce problème, nous comptons :

- **Renforcer le cadre actuel de prévision des liquidités**, en allongeant la période de projection de liquidité et analysant les écarts de projections venant des données budgétaires. Nous comptons aussi renforcer la coordination avec la politique budgétaire par la mise en place d'un comité de coordination qui se réunira toutes les semaines pour discuter de la situation de la liquidité pour la semaine et le mois prochain.
- **Établir un cadre solide de gestion des garanties afin de minimiser les risques pour le bilan de la BCT et encourager les banques à gérer leur liquidité de façon plus prospective.** Ainsi, nous envisageons mettre en place un système de décote pour les créances acceptées comme garantie dans les opérations de refinancement de la BCT (une annonce sera faite d'ici Juillet 2013, repère structurel). La réforme au cours des deux prochaines années viserait à n'utiliser que des titres publics comme garantie. Dans l'intérim, compte tenu du niveau de refinancement actuel, la BCT s'engage à ce qu'au moins 40% des refinancements bancaires soient en général garantis par des titres publics, et que cela soit d'au moins 10 pour cent pour chaque banque à partir du mois d'août. Les plafonds pour chaque banque seront relevés pour atteindre 20 % à la fin de l'année 2013 et seront progressivement relevés au cours des deux prochaines années.
- **Etablir une facilité de prêteur de dernier ressort.** Au fur et à mesure que les collatéraux éligibles sont réduits, une structure de facilité de dernier ressort pour les banques solvables mais non liquides doit être établie. Cette facilité — qui imposera des pénalités importantes — permettra de ne pas pousser les banques en manque de liquidité mais solvables vers la faillite. Toute banque faisant partie de cette facilité devra présenter à la supervision bancaire un plan pour améliorer son bilan en six mois et fera l'objet d'un suivi rigoureux. La création de cette facilité nécessitera une révision de la loi bancaire et de la loi organique de la BCT.
- **Augmenter les achats directs de titres publics sur le marché secondaire afin de réduire le déficit de liquidités structurel.** Nous envisageons augmenter l'utilisation des opérations d'*open market* lors de l'année 2013 (qui se lèvent aujourd'hui à environ 950 millions de DT contre 450 millions de DT à fin septembre 2012), surtout par l'achat d'obligations publiques à plus long terme. A terme, ceci nous permettra d'injecter des liquidités dans le système bancaire, de réduire les opérations hebdomadaires de refinancement, et d'encourager les transactions interbancaires.
- **Assouplir les plafonds existants sur les taux d'intérêt en vue de les éliminer afin d'améliorer le mécanisme de transmission monétaire.** Nous avons éliminé en mars 2013 les plafonds sur les taux créditeurs (pour toutes les maturités) qui avaient été introduits en décembre 2011; ceci permettra une allocation plus efficace des ressources bancaires et d'améliorer la concurrence sur le marché des dépôts. En parallèle, nous

CA

comptons également revoir la législation sur les taux d'intérêt excessifs fixés par le Ministère des Finances sur les prêts pour éventuellement relever le seuil.

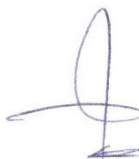
16. **Le changement en cours du cadre opérationnel du taux de change a donné lieu à une politique de change plus flexible.** La modification au cours de l'année 2012 du mode d'intervention de la BCT sur le marché des changes sur la base d'un fixing basé sur des taux interbancaires et non sur la base d'un taux de référence calculé sur un panier fixe de monnaies a permis d'établir une politique de change plus flexible que par le passé. Cet assouplissement du taux de change aidera à préserver les réserves internationales de la BCT, à faciliter l'ajustement extérieur et à soutenir la demande de monnaie en réduisant l'absorption de liquidité liée aux interventions sur le marché des changes. Nous comptons assouplir davantage le régime de change en :

- **Renforçant le mécanisme du marché** par la mise en place d'une plateforme électronique permettant l'interconnexion avec les banques et l'entrée en vigueur de l'Accord de teneurs des marchés (nous avons à ce stade identifié sur la base d'enquête douze banques candidates au rôle de teneur de marché et la mise en place du système informatique et interconnection sera achevé d'ici octobre 2013). Ces deux actions constitueront des pré-requis importants pour pouvoir introduire des adjudications hebdomadaires dans les premiers mois de l'année 2014. Une amélioration de la qualité des prévisions de la trésorerie sera un préalable à cette réforme.
- **Limitant les interventions de la BCT** sur le marché des changes au lissage des fluctuations excessives du taux de change. Notre mode d'intervention continuera à se faire en une paire de devises. Cette approche sera revue ultérieurement en vue d'une intervention en une seule devise par rapport au dinar.

17. **Les mesures que nous avons introduites pour freiner la détérioration du déficit des transactions courantes ont porté leurs fruits par une baisse des crédits à la consommation mais n'ont pas suffisamment freiné les importations de biens de consommation.** Nous sommes conscients que les maintenir à long terme pourrait créer des distorsions et freiner le développement du secteur privé. A cette fin, nous avons défini et annoncé les critères qui entraîneraient le retrait de ces mesures et rassureraient le secteur privé sur la nature temporaire de ces mesures. Notre stratégie de développement restera ouverte et basée sur un commerce extérieur libre. Conformément aux règles de l'organisation mondiale du commerce, nous n'introduirons des surtaxes à l'importation que si la situation l'impose et seulement avec des critères de retrait très clair.

D. Politiques relatives au secteur financier

18. **Nous avons entamé un vaste chantier de réformes pour stabiliser le secteur bancaire et réduire ses fragilités.** A cet égard, nous avons porté une attention particulière à l'alignement des pratiques bancaires sur les normes internationales et au renforcement de la supervision

ca 

bancaire. Les réformes engendrées ont permis: (i) l'institution de provisions collectives pour améliorer la couverture des risques ; (ii) le resserrement des normes de division et de concentration des risques qui sera mis en vigueur dès la fin de l'année 2013; (iii) un relèvement graduel du ratio de solvabilité de 8 % à 9 % fin 2013 et de 10 % fin 2014 avec la fixation d'un ratio Tier 1 de 6 % à fin 2013 et 7 % à fin 2014 ; (iv) la mise en place d'une circulaire visant à améliorer la gouvernance des établissements de crédit ; et (v) le lancement d'un audit stratégique indépendant des trois banques publiques (près de 40 % de l'ensemble des actifs du système bancaire). Afin d'améliorer la transparence sur la situation du secteur bancaire, nous avons préparé pour la première fois de l'histoire de la Tunisie le rapport annuel de la supervision bancaire que nous comptons publier lors des prochaines semaines.

19. **Nous comptons poursuivre la réforme du secteur financier afin de réduire davantage ses vulnérabilités.** Les réformes viseront à garantir que le système bancaire joue normalement son rôle en matière d'intermédiation financière, y compris dans l'affectation judicieuse du crédit et le suivi étroit des risques de crédit, de liquidité et de solvabilité. Notre stratégie est axée sur quatre piliers :

- **Améliorer le reporting des données bancaires.** Avec l'assistance technique des services du FMI, nous comptons corriger les insuffisances de gestion des données par la conception de l'architecture du nouveau système de reporting couvrant les aspects comptable, financier et institutionnel des banques d'ici août 2013. Ceci aidera à mettre en place un système de contrôle et de fiabilité du reporting.
- **Remédier aux carences des banques publiques.** Celles-ci ont été sujettes à une faible gouvernance par le passé, les conduisant à accumuler d'importants stocks de créances douteuses; et c'est pourquoi nous avons lancé l'audit des trois banques publiques, qui sera achevé d'ici décembre 2013. Le rapport intérimaire à fin août nous permettra de décider de la stratégie de l'État à la mi-septembre pour examiner les options possibles, y compris si nous devons : (i) les recapitaliser pour couvrir les faiblesses actuelles de la qualité des crédits et pour absorber d'éventuelles pertes futures dans le cadre des dispositifs bancaires existants; (ii) les fusionner; ou (iii) réduire la participation de l'État. Pour accompagner la mise en place de cette stratégie et réduire la fragilité existante, nous comptons :
 - *Mobiliser toutes les ressources nécessaires à une éventuelle recapitalisation des banques publiques pour les deux prochaines années, qui d'après les estimations du FSSA pourraient avoisiner jusqu'à 2,6% du PIB. Ce montant pourra être réduit ou augmenté en fonction de l'orientation stratégique retenue et des résultats finaux de l'audit.*
 - *Résoudre le problème des créances improductives du secteur touristique. Ces créances revêtent une importance particulière pour une grande banque publique et représentent plus de 20 % des créances improductives du système bancaire. Après*

CA



une étude approfondie conjointe avec la Banque Mondiale, les autorités ont décidé d'établir une Société de Gestion des Actifs (SGA) qui retirera du système bancaire les créances improductives liées au tourisme et contribuera à en minimiser les effets secondaires sur l'économie réelle. Nous comptons entamer une concertation assidue avec tous les partenaires concernés pour établir un cadre juridique clair et transparent d'ici fin juillet 2013 de nature à permettre l'autonomie opérationnelle de la SGA. Nous comptons actualiser d'ici juin 2013 le montant de fonds nécessaires aux opérations de la SGA (qui nécessitera un apport de l'Etat en cash pour le fonds de roulement et sous forme de garantie des obligations de la SGA).

- *Veiller à ce que les banques publiques soient soumises aux mêmes règles de gestion que les banques privées.* A cet effet, nous comptons soustraire d'ici septembre 2013 les banques publiques de certaines obligations mises à leur charge en vertu de la loi sur les entreprises publiques afin de leur conférer plus de liberté en matière de gouvernance.

- **Renforcer le cadre de la réglementation et de la supervision bancaire.** Il s'agit de :

- *Appliquer rigoureusement, dès janvier 2013, les sanctions aux banques qui enfreignent les normes réglementaires et prudentielles.*
- *Actualiser à la fin septembre 2013 l'évaluation de la situation des banques avec les comptes clôturés de fin d'année 2012.* Un rapport sur la performance et la solvabilité des banques, y compris la mise à jour du dernier stress test, sera établi pour identifier les risques existants et la sélection des banques sujettes à inspection.
- *Progresser vers l'alignement avec les normes prudentielles internationales,* en particulier sur le traitement prudentiel des garanties (une étude d'impact sur la décote des garanties sera finalisée en Juillet 2013), pour revoir le ratio de liquidité qui inclura les opérations hors bilan et adoptera une approche plus prospective, et pour mettre en place des normes prudentielles sur base consolidée.
- *Renforcer la capacité de la supervision bancaire* en augmentant sensiblement les ressources financières et humaines qui lui sont consacrées. Avec ces moyens, nous comptons entreprendre une inspection générale d'au moins une grande banque de la place (une première depuis 2006), en plus d'au moins 4 inspections ponctuelles des risques de crédit d'autres banques. Les résultats seront présentés au Conseil d'administration de la BCT. La méthodologie de contrôle sur pièces et sur place sera aussi renforcée.

- **Élaborer un dispositif de gestion de crise et un régime spécial de résolution bancaire.** Dans le cadre du programme d'assistance technique, nous comptons mettre en

CA



place un dispositif définissant les rôles et responsabilités respectifs de la BCT et du Ministère des finances (MdF) en cas de crise bancaire. Nous envisageons également de créer un régime spécial de résolution bancaire. Le projet de loi bancaire sur lequel nous travaillons détaillera ces nouveaux dispositifs.


E. Réformes structurelles

20. **Notre programme de réformes structurelles met l'accent sur l'amélioration du climat des affaires et la promotion d'un secteur privé compétitif susceptible de générer une croissance inclusive, et de réduire le chômage et les disparités régionales.** La stratégie de développement suivie dans le passé a contribué à exacerber les disparités régionales, avec un secteur offshore qui a bénéficié d'incitations fiscales et réglementaires, et un secteur *onshore* délaissé. Notre vision est de progressivement modifier le modèle de développement existant en le rendant plus inclusif et équilibré et moins dépendant de l'exportation de biens dans des industries de faible valeur ajoutée qui emploient une main d'œuvre peu qualifiée. En plus de la réforme de la protection sociale (mentionnée plus haut), nos priorités dans les réformes structurelles se focaliseront sur le:

- **Climat des affaires et compétitivité**, à travers l'adoption d'un code d'investissement qui permettra plus d'équité entre les secteurs *onshore* et *offshore*, y compris l'adoption d'un régime incitatif simplifié et transparent (les incitations fiscales seront inscrites dans le code des impôts en même temps que la mise en vigueur du code des investissements), et où la liberté d'investissement sera la norme. Nous comptons également réduire les contraintes et autorisations administratives, limiter les décisions de nature discrétionnaire, et réduire les situations de monopoles et d'oligopoles pour assurer les mêmes opportunités à tout opérateur privé. Une révision compréhensive de la loi sur la concurrence sera adoptée au courant de l'année 2013 pour faire face à ces contraintes.
- **Développement régional.** Un accroissement soutenu des investissements publics devrait permettre d'améliorer sensiblement les infrastructures dans les régions défavorisées, contribuant ainsi à attirer des investissements privés nécessaires au développement de ces régions. Cette augmentation des investissements sera aussi accompagnée par une décentralisation/déconcentration de l'administration et la mise en place de critères objectifs quand au choix des investissements.

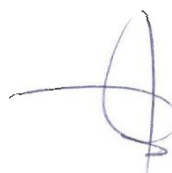
21. **Nous nous sommes engagés à réduire les entraves au bon fonctionnement du marché du travail.** A cet effet nous avons signé le 14 janvier 2013 un nouveau contrat social avec le patronat et le syndicat. Il s'agit d'une feuille de route sociale commune. Il a été convenu de mettre en place un conseil permanent de débat social tripartite au cours de 2013 avec constitution d'une caisse d'assurance contre la perte d'emploi pour raison économique. Une large concertation sera entreprise pour discuter de la nouvelle stratégie de l'emploi en cours de préparation. Les grandes priorités à moyen terme consisteront notamment à réformer le code du

cn



travail en favorisant une flexisécurité dans les relations de travail et à réduire l'asymétrie structurelle des compétences qui prévaut sur le marché.

22. **Nous sommes conscients du rôle crucial de l'information statistique fiable dans l'élaboration et le suivi-évaluation des politiques macroéconomiques et la mise en œuvre de programmes sociaux.** Pour consolider la transparence, nous continuerons la publication régulière des résultats de nos enquêtes de conjoncture, d'emploi, et de conditions des ménages. Dans ce contexte, nous sommes engagés avec les experts d'EUROSTAT dans un diagnostic complet de notre système de statistiques, ce qui nous permettra d'évaluer et améliorer les capacités du système statistique national. Nous comptons aussi — avec l'appui de l'assistance technique du FMI — renforcer notre dispositif institutionnel et système de production des comptes nationaux (en particulier côté demande), et de la balance des paiements. La mise en place d'un dispositif pour le perfectionnement et la formation continue dans le domaine de la statistique permettra de renforcer la fonction statistique dans les différents ministères.



(11)

Tableau 1. Tunisie : critères de réalisation quantitatifs et objectifs indicatifs 1/2/				
	Déc. 2012	Flux cumulés depuis le début de 2013		
	Prél.	Jun 2013	Sept. 2013	Déc. 2013
		CR	CR	CR
Critères de réalisation quantitatifs		(Millions de dinars tunisiens)		
1. Plancher du solde primaire de l'administration centrale hors dons 3/	-2168	-37	-532	-4318
2. Plafond des avoirs intérieurs nets de la Banque centrale de Tunisie (stock)	-1332	-829	-19€	-1084
		(Millions de dollars)		
3. Plancher des réserves internationales nettes de la Banque centrale de Tunisie (stock) 4/	7937	6667	6751	8066
Critères de réalisation continus		(Millions de dinars tunisiens)		
4. Plafond d'accumulation de nouveaux arriérés de paiement de dette extérieure par l'administration centrale	...	0	0	0
Objectifs indicatifs quantitatifs		(Millions de dinars tunisiens)		
5. Dépenses sociales 5/	1251	794	1191	1588
6. Plafond d'accumulation de nouveaux arriérés intérieurs	...	0	0	0
Hypothèses du programme servant au calcul des facteurs d'ajustement en cas d'écart				
Décaissement du financement public extérieur sur base cumulée (en millions de dollars)		410	520	2239
Service de la dette publique (intérêts et amortissement) sur base cumulée (en millions de dollars)		956	1169	1387
Recapitalisation bancaire (en millions de dinars tunisiens)				500
Taux de change du programme (DT/\$)	1,55235			
<p>1/ Les critères de réalisation quantitatifs et les repères structurels sont décrits dans le protocole d'accord technique.</p> <p>2/ Aux fins du calcul des facteurs d'ajustement du programme, les montants libellés en devises seront convertis au taux de change du programme.</p> <p>3/ Le plancher du solde primaire de l'administration centrale hors dons sera ajusté à la baisse (à la hausse) dans la proportion de l'écart cumulé à la hausse (à la baisse) de la recapitalisation bancaire budgétisée par l'État, par rapport aux hypothèses du programme.</p> <p>4/ Le plancher du stock des réserves internationales nettes de la BCT sera ajusté à la hausse (à la baisse) dans la proportion de l'écart cumulé à la baisse (à la hausse) du service de la dette publique extérieure, à la baisse (à la hausse) dans la proportion de l'écart cumulé à la baisse (à la hausse) du financement extérieur de l'État - hors prêts de projets et financements des marchés internationaux de capitaux - par rapport aux hypothèses du programme, et à la hausse (à la baisse) dans la proportion de l'écart cumulé à la hausse (à la baisse) des dépôts résidents à la BCT par rapport au niveau du 31 décembre 2012.</p> <p>5/ Dépenses publiques en capital consacrées aux programmes et secteurs sociaux.</p>				

CA

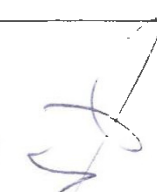


Tableau 2. Tunisie : Repères structurels		
	Objectif	Calendrier
I. Secteur financier		
Arrêter l'architecture du nouveau système de reporting couvrant les aspects comptables, financiers et institutionnels des banques.	Stabilité du secteur financier	août 2013
Adoption par le Conseil des Ministres de l'orientation stratégique du rôle de l'Etat dans les banques publiques en fonction des résultats préliminaires de l'audit.	Stabilité du secteur financier	mi-Septembre 2013
Inspection sur place générale d'une grande banque et inspections ponctuelle des risques crédit de quatre autres banques	Stabilité du secteur financier	Dec-13
Présentation au conseil d'administration de la Banque Centrale de l'étude d'impact de la modification du ratio de liquidité vers les normes internationales sur les banques.	Stabilité du secteur financier	Dec-13
II. Politique budgétaire		
Adoption par le Conseil des Ministres de la réforme de l'impôt sur les sociétés annonçant le rapprochement du taux de l'IS entre onshore et offshore pour l'année 2014 et l'identification des mesures compensatoires pour maintenir l'impact neutre sur les recettes fiscales.	Réduction des distortions et équité et simplification fiscale	Jul-13
Adoption d'un arrêté du Ministère de l'Industrie arrêtant une nouvelle formule de fixation automatique des prix des carburants.	Réduction des subventions énergétiques	Aug-13
Soumission au Conseil des Ministres d'un nouveau programme d'appui aux ménages bien cible pour accompagner la réforme des subventions généralisées des produits énergétiques	Protection des couches les plus vulnérables de la société	Aug-13
Fusionnement au niveau de la DGE la gestion, le recouvrement et le contrôle des grandes entreprises	Elargir l'assiette fiscale	Sep-13
Finaliser l'audit de la compagnie d'électricité (STEG) et la compagnie de raffinage des produits pétroliers (STIR)	Reduire les risques budgétaires	Dec-13
III. Politique monétaire et de change		
Publication d'une circulaire de la Banque Centrale de Tunisie qui annonce une décote pour tout prêt utilisé comme collatéral dans les opérations de refinancement de la banque centrale.	Approfondissement du mécanisme de transmission monétaire	Jul-13
Porter pour chaque banque à au moins 10 % du total des emprunts la proportion des emprunts garantis par des titres publics utilisant le guichet de refinancement de la BCT.	Approfondissement du mécanisme de transmission monétaire	Aug-13
Mise en place d'une plateforme électronique permettant l'interconnexion avec les banques et entrée en vigueur de l'Accord de teneurs des marchés.	Plus grande souplesse du taux de change	Oct-13
Porter pour chaque banque à au moins 20 % du total des emprunts la proportion des emprunts garantis par des titres publics utilisant le guichet de refinancement de la BCT.	Approfondissement du mécanisme de transmission monétaire	Dec-13
IV. Réformes structurelles/développement du secteur privé		
Adoption du Code des investissements (référence au code des impôts sera faite pour les mesures fiscales)	Soutien à une croissance équilibrée tirée par le secteur privé	Jul-13